



AVIS N° 2026... 071 ARMP/PR-CR/CRD/CD/SP/DRR-AT/SRR/SA DU 25 JUIN 2026

PORTANT AUTORISATION DE :

1. PROROGATION DU DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE DE L'ATTRIBUTAIRE « ACTIF SARL » ;
2. POURSUITE DE LA PROCEDURE DE DEMANDE DE PROPOSITION N° PI_ST_114800 RELATIVE A LA SELECTION D'UN BUREAU D'ETUDE POUR LES ETUDES TECHNIQUES DE FAISABILITE, CONTROLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'ENTRETIEN PERIODIQUE DE PISTES DANS LA COMMUNE DE ZE.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DE REGULATION,

- Vu la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin ;
- vu le décret n°2020-595 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- vu le décret n°2020-596 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Personne responsable des marchés publics et de la Commission d'ouverture et d'évaluation ;
- vu le décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement des Cellules de contrôle des marchés publics en République du Bénin ;
- vu le décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction nationale de contrôle des marchés publics ;
- vu le décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 fixant les règles et modalités de mise en œuvre des procédures de sollicitation de prix ;
- vu le décret n°2025-296 du 21 mai 2025 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- vu le décret n°2025-022 du 29 janvier 2025 portant nomination du Secrétaire Permanent de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Ensemble les pièces du dossier,

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Considérant que par lettre n°3/488/C-ZE/SE/PRMP/A-PRMP/SP-PRMP du 18 juin 2026, enregistrée au Secrétariat administratif de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) le 19 juin 2026,

sous le numéro 1400-26, la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) de la mairie de Zè a saisi l'ARMP d'une demande d'autorisation de prorogation du délai de validité des offres et de poursuite de la procédure de passation de la demande de proposition n° PI_ST_114800 relative à la Sélection d'un bureau d'étude pour les Etudes Techniques de faisabilité, contrôle et surveillance des travaux d'aménagement et d'entretien périodique de pistes dans la commune de Zè ;

Que dans sa requête, la PRMP de la Commune de Zè expose ce qui suit :

« J'ai l'honneur de venir, par la présente, soumettre à nouveau à votre haute autorité, une demande d'autorisation de prorogation du délai de validité des offres relatives au marché cité en référence.

En satisfaction de vos recommandations suite à l'avis n°2026-022/ARMP/PR-CR/CRD/CD/SP/DRR-AT/SATpi/SA du 25 mars 2026, nous avons poursuivi ladite procédure jusqu'à l'épuisement du délai de recours après la notification d'attribution provisoire et c'est la société « ACTIF SARL » qui a été déclarée attributaire dudit marché pour un montant de trente-un millions trois-cent soixante-seize mille deux cents (31 376 200) TTC.

En réponse à notre demande de prorogation du délai de validité et de confirmation de prix, l'attributaire provisoire a répondu favorablement.

En effet, vu l'importance que revêt cette procédure pour le développement de la commune, la mairie a prévu cette ligne dans son budget primitif exercice 2026 par la disponibilité de crédit nécessaire pour la réalisation de cette étude et l'inscription dudit marché dans son Plan de Passation des Marchés Publics de l'année 2026.

Pour l'intérêt de la commune, je sollicite votre autorisation pour la poursuite de la procédure jusqu'à son terme et cela en nous accordant la prorogation de délai de validité de l'offre de l'attributaire provisoire » ;

Qu'il résulte des faits ci-dessus exposés que la demande de la PRMP de la Commune de Zè porte sur l'autorisation exceptionnelle de l'ARMP en vue de proroger le délai de validité de l'offre de l'attributaire « ACTIF SARL » dans le cadre de ce marché.

Considérant les dispositions de l'article 85 alinéas 1 et 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin selon lesquelles : « Les marchés publics, selon la qualité de l'autorité contractante, sont transmis par l'organe de contrôle des marchés publics compétent, après son visa, pour approbation.

Cette approbation doit intervenir dans le délai de validité des offres » ;

Que l'alinéa 4 du même article dispose : « Le refus de visas d'approbation ne peut toutefois intervenir qu'en cas d'absence ou d'insuffisance de crédits (...) » ;

Qu'en outre, l'alinéa 5 de ce même article dispose : « L'autorité contractante peut à titre exceptionnel, quand les conditions l'exigent, demander aux soumissionnaires, la prorogation du délai de validité de leurs offres. Ce délai ne peut excéder quarante-cinq (45) jours calendaires sauf après avis de

l'Autorité de régulation des marchés publics à la suite de la confirmation de la validité de l'offre par l'attributaire provisoire » ;

Considérant par ailleurs, les dispositions de l'article 24 alinéa 1^{er} de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin aux termes desquelles : « *Les autorités contractantes sont tenues, dans un délai maximal de dix (10) jours calendaires à compter de l'approbation de leur budget par l'autorité compétente, d'élaborer et de soumettre à la cellule de contrôle des marchés publics pour validation, un plan prévisionnel et révisable de passation des marchés publics sur le fondement de leur programme d'activités* » ;

Que l'alinéa 3 de ce même article 24 dispose : « *Les marchés passés par l'autorité contractante dont les montants prévisionnels hors taxes sont supérieurs au seuil de dispense, doivent avoir été préalablement inscrits dans ces plans prévisionnel ou révisé, à peine de nullité* » ;

Qu'en outre, l'article 16 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 fixant les règles et modalités de mise en œuvre des procédures de sollicitation de prix dispose : « *Les offres, dans le cadre des sollicitations des prix, doivent rester valides pendant une période n'excédant pas trente (30) jours calendaires* » ;

Qu'il ressort des dispositions ci-dessus rappelées que :

- l'approbation des marchés doit intervenir dans le délai de validité des offres ;
- en cas de dépassement des délais de prorogation, l'Autorité de régulation des marchés publics peut accorder un délai de prorogation supplémentaire, sur demande de l'autorité contractante ;

Qu'au regard des dispositions ci-dessus élucidées, l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) a établi trois (03) conditions cumulatives obligatoires à satisfaire par l'autorité contractante avant d'autoriser la poursuite d'une procédure pour laquelle le délai de validité des offres a expiré, à savoir :

- 1) l'obtention de la prorogation de la validité de l'offre par l'attributaire désigné jusqu'à l'approbation du marché et ce, après l'épuisement des délais d'attente et des voies de recours éventuels ;
- 2) la preuve de la disponibilité des crédits afférents au marché dans le budget de l'année où le marché est approuvé ;
- 3) l'inscription du marché concerné dans le plan de passation des marchés publics de l'année où le marché est approuvé ;

Considérant qu'en l'espèce, la procédure du marché concernée est à la phase de contractualisation ;

Que la Personne Responsable des Marchés Publics de la Commune de Zè, en saisissant l'ARMP d'une autorisation pour la poursuite de la procédure, a fourni à l'appui de sa requête, la copie des lettres n°LN-17/Actif-Sarl /2026 du 15 juin 2026 et n°LN-16/Actif-Sarl/2026 du 15 juin 2026 de l'attributaire « ACTIF SARL », par lesquelles ce dernier a confirmé son prix et prorogé le délai de

validité de ses propositions jusqu'à l'approbation du marché concerné ; ce qui satisfait à la première des conditions ci-dessus établies ;

Que la disponibilité du crédit pour l'exécution du marché est confirmée par le Directeur des Affaires Administratives et Financières (DAAF) et le Secrétaire Exécutif (SE) de la Commune de Zè par la fiche de disponibilité de crédit n°00059 du 15 juin 2026, en satisfaction de la deuxième condition de recevabilité de sa requête ;

Que la procédure concernée est réinscrite dans le plan de passation des marchés publics de l'année 2026, au numéro 7, ayant pour références PI_ST_114800 ; ce qui satisfait à la troisième condition de recevabilité de sa requête ;

Qu'au regard de ce qui précède et en application des dispositions de l'article 85 alinéas 1^{er}, 2 et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin, l'ARMP peut autoriser la prorogation du délai de validité de l'offre de l'attributaire « ACTIF SARL » et la poursuite de la procédure concernée.

EN CONSEQUENCE, EMET L'AVIS CI-APRES :

L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) autorise la Personne Responsable des Marchés Publics de la Commune de Zè à :

- 1- proroger le délai de validité de l'offre de l'attributaire « ACTIF SARL » ;
- 2- poursuivre la procédure de passation de la demande de proposition n° PI_ST_114800 relative aux études techniques de faisabilité, contrôle et surveillances des travaux d'aménagement et d'entretien périodique de pistes dans la Commune de Zè.


Le Président
Seraphin AGBAHOUNGBATA